



Ne manquez pas les dernières actualités ! Souhaitez-vous recevoir des notifications de France-Antilles Guadeloupe ?

Accueil - Politique

**SAINT-MARTIN**

# Élus et socioprofessionnels vent debout contre les coupes budgétaires annoncées

lundi 27 octobre 2025



D'après les politiques et socioprofessionnels, l'île a besoin de l'aide financière de l'État pour assurer son développement. • SHUTTERSTOCK

***Les représentants du monde économique et politiques se mobilisent ensemble contre les coupes prévues dans la Lodeom ( Loi pour l'ouverture et le développement économique de l'Outre-mer )***

87% des ballonnements viennent de cette mauvaise habitude matinale

***investissements.***

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

Le Projet de loi de fin  
encadre notamment l  
Projet de loi de financ  
recettes et dépenses  
En 2026, ces deux tex  
(article 7) prévoit une



Ne manquez pas les dernières  
actualités ! Souhaitez-vous  
recevoir des notifications de  
France-Antilles Guadeloupe ?

néral de l'État : il  
stissement. Le  
nine, lui, les  
tions sociales.  
versée : le PLF  
estissement

productif, avec un plafond hôtelier de 7 000 euros/m<sup>2</sup> et des critères  
environnementaux plus stricts.

Le PLFSS (article 9) réduit quant à lui drastiquement les exonérations de  
cotisations patronales de la Lodeom un dispositif d'allègement social destiné à  
compenser les surcoûts structurels liés à l'insularité et à l'éloignement des  
marchés dans les territoires ultramarins. Ces deux mesures combinées  
représenteraient, selon la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom), près  
de 750 millions d'euros d'économies sur le dos des Outre-mer.

## « Plusieurs chantiers pourraient être reportés »

Pour Saint-Martin, la suppression du régime spécifique et le basculement vers le  
modèle DROM représenteraient une perte annuelle estimée entre 10 et 15  
millions

d'euros. Un choc direct sur la compétitivité des très petites entreprises (TPE) et  
des petites et moyennes entreprises (PME) déjà fragilisées par les coûts  
logistiques, l'importation systématique des matières premières et une saisonnalité  
forte. « Si les exonérations baissent, les coûts salariaux vont mécaniquement  
augmenter, avec une incidence certaine sur l'emploi », avertit le président de la  
collectivité, Louis Mussington, rappelant que la Lodeom « compense des  
handicaps structurels réels » et qu'il serait « regrettable de reculer après les  
efforts déployés localement pour relancer l'économie ».

De son côté la présidente de la CCISM, Angèle Dormoy, confirme : « Sans la  
Lodeom, beaucoup d'entreprises ne pourront plus payer leurs charges. C'est un  
pilier de survie pour nos petites structures ».

La réforme du PLF 2026 touche quant à elle **87% des ballonnements viennent de cette**  
réduction des taux d'aide et le plafon**mauvaise habitude matinale**

hôtelières inquiètent particulièrement l  
redoutent une baisse drastique de l'invest

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

Medef (syndicat patro  
annulés. « Des promo  
constate Michel Voge  
plus d'efforts aux Outr  
aucune étude d'impac



Ne manquez pas les dernières  
actualités ! Souhaitez-vous  
recevoir des notifications de  
France-Antilles Guadeloupe ?

portés, voire  
projets »,  
mande dix fois  
nous n'avons eu

## Une union économique et politique

Face à ces deux « rabots », Saint-Martin s'organise et a adopté une stratégie commune visant aux suppressions des articles 7 (PLF) et 9 (PLFSS), à la préservation des régimes spécifiques Saint-Martin/Saint-Barthélemy et à une concertation nationale avant toute réforme. « Nous avançons main dans la main avec les parlementaires et le monde économique. Il faut démontrer au gouvernement que cette politique est contradictoire : on ne peut pas parler de lutte contre la vie chère tout en fragilisant les entreprises locales », souligne la sénatrice Annick Pétrus. Le député Frantz Gumbs insiste sur la cohésion entre territoires : « Nous avons su être solidaires pour retirer l'article 7 du PLF ; la même mobilisation doit s'imposer pour la Lodeom ». Selon lui, les élus ultramarins entendent ainsi parler d'une seule voix au Parlement. Une volonté de cohésion même si certains flous politiques persistent, notamment autour du rapport du député guadeloupéen Christian Baptiste, qui propose un régime unifié d'exonérations pour l'ensemble des Outre-mer. Face à cette proposition jugée inadaptée à la réalité économique de Saint-Martin, le ton se veut à la discussion : « C'est un malentendu qui doit être dissipé », assure Michel Vogel, convaincu que le dialogue permettra de rétablir une compréhension commune.

Diane PEZERON-DUBOIS

**87% des ballonnements viennent de cette  
mauvaise habitude matinale**

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)



Ne manquez pas les dernières actualités ! Souhaitez-vous recevoir des notifications de France-Antilles Guadeloupe ?



Pour Saint-Martin, la suppression du régime spécifique et le basculement vers le modèle DROM représenteraient une perte annuelle estimée entre 10 et 15 millions d'euros. • Shutterstock

## Louis Mussington, président de la Collectivité de Saint-Martin Angèle Dormoy, présidente de la CCISM et vice-présidente des CCI Outre-mer Annick Pétrus, sénatrice de Saint-Martin Frantz Gumbs, député de Saint-Martin et Saint-Barthélemy Michel Vogel, président du Medef Saint-Martin

« Si les exonérations baissent, les coûts salariaux vont mécaniquement augmenter, avec une incidence certaine sur l'emploi. La Lodeom compense des handicaps structurels réels et reste indispensable. Nous allons documenter les effets de la réforme pour défendre nos spécificités. Saint-Martin doit continuer à investir, mais cela ne peut se faire sans solidarité nationale ».

« Sans la Lodeom, nous serions incapables de faire face à **87% des ballonnements viennent de cette mauvaise habitude matinale** pilier de survie pour nos petites entreprises. Sans la Lodeom, en janvier 2026, ce sera catastrophique ».

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

la concurrence de la  
réforme serait injuste



Ne manquez pas les dernières  
actualités ! Souhaitez-vous  
recevoir des notifications de  
France-Antilles Guadeloupe ?

Impact, la

« Mon positionnement  
économique et social  
n'y a pas d'équité en  
la variable d'ajustement budgétaire. Tous les parlementaires ultramarins sont  
mobilisés ».

Cet outil  
s territoires. Il  
mes devenus

« La baisse de la Lodeom fragiliserait gravement notre tissu économique. J'ai  
déjà déposé des amendements pour la supprimer. Nous avons su être  
solidaires pour retirer l'article 7 du PLF ; la même mobilisation doit s'imposer  
sur l'article 9 du PLFSS. Les Outre-mer doivent rester unis ».

« Les forces économiques travaillent conjointement. J'ai des retours nets  
d'entrepreneurs et de promoteurs qui face à l'incertitude, ferment la porte.  
Nous restons toutefois unis et notre mobilisation collective va se poursuivre  
pour défendre l'économie locale ».



**87% des ballonnements viennent de cette  
mauvaise habitude matinale**

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

Louis Mussington • R



Ne manquez pas les dernières actualités ! Souhaitez-vous recevoir des notifications de France-Antilles Guadeloupe ?



ANGELE DORMOY • DR



**87% des ballonnements viennent de cette mauvaise habitude matinale**

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

Annick Petrus • DR



Ne manquez pas les dernières actualités ! Souhaitez-vous recevoir des notifications de France-Antilles Guadeloupe ?



Frantz Gumbs • DR

**87% des ballonnements viennent de cette mauvaise habitude matinale**

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)

[Télécharger](#)

SUIVEZ L'INFO EN  
TEMPS RÉEL  
SUR L'APPLI  
FRANCE-ANTILLES !

Suivez-nous

[S'inscrire aux newsletters](#)

Michel Vogel • DR

## La riposte s'organise

Louis Mussington confirme la détermination locale : « Nous allons intensifier le dialogue avec le gouvernement et documenter les effets réels de la réforme pour défendre nos spécificités ». Malgré les incertitudes, il affirme que les priorités restent inchangées : soutenir la jeunesse, investir dans le tourisme durable et renforcer la transition écologique. « Saint-Martin doit continuer à se moderniser, mais cela ne peut se faire sans une solidarité nationale à la hauteur des enjeux ». Tous en conviennent : affaiblir les dispositifs ultramarins, c'est affaiblir la France dans ses territoires les plus éloignés. Et à Saint-Martin, la riposte s'organise.

**87% des ballonnements viennent de cette  
mauvaise habitude matinale**

Santé Intestin | Sponsorisé

[Lire l'histoire suivante >](#)